



SEMINAIRE  
GOUVERNEMENTAL

Réguler les budgets ministériels pour  
satisfaire les besoins des populations **P. 3**

N° 3 666 du vendredi 24 au dimanche 26 mai 2024

Web: [www.lequotidienbf.com](http://www.lequotidienbf.com)  
Email: [lequotidienbf@yahoo.fr](mailto:lequotidienbf@yahoo.fr)

**Le Quotidien**  
L'Information pour Tous

Tel : 70 76 26 06

• 200F CFA •

## ASSISES NATIONALES



**« On va en assises pour trouver des solutions et cela a besoin de liberté, de sincérité, de tranquillité et d'intégrité »** **P. 9**

Pr Abdoulaye Soma

### HADJ 2024

**P. 4**

**430 pèlerins burkinabè ont quitté Ouagadougou**



### DIGNE D'INTERET

**Assises nationales : l'ex-majorité présidentielle pose des conditions pour sa participation**

**Ouaga : 10 personnes interpellées pour des faits de terrorisme**

**Burkina : 10 ans après l'assassinat du juge Salifou Nébié, le SAMAB réclame justice**

**Ouahigouya : interdiction d'une manifestation en soutien à un guide religieux** **P. 5**



**M**ercredi 22 mai 2024, le gouvernement burkinabè a pris la décision radicale de nationaliser la Banque commerciale du Burkina (BCB). Mais quelles sont les motivations derrière cette nationalisation ? Quelles en seront les conséquences pour l'économie nationale ? Selon le ministre en charge de l'économie, Aboubakar Nacanabo, cette décision a été prise en raison des «difficultés» rencontrées par la BCB dans son fonctionnement, dues notamment au manque de soutien de son partenaire libyen. « *Le partenaire libyen n'a pas apporté le soutien attendu pour la bonne marche de la banque* », a-t-il déclaré. En tout cas, certains y voient l'occasion de relancer l'économie nationale et de renforcer la souveraineté du pays. Un nouveau souffle donc pour une banque en souffrance. Le ministre Nacanabo a tenu à souligner que « *le fait de sortir le partenaire*

*libyen ne va pas toucher à la manière dont les ressources sont gérées au sein de la Banque* ». Il a également appelé à la mobilisation de tous les acteurs nationaux pour « *renforcer davantage la Banque et faire en sorte qu'elle puisse jouer pleinement son rôle dans notre économie* ». L'avenir dira si la nationalisation de la BCB est un choix judi-

Faso a décidé de prendre son avenir en main en nationalisant la BCB. Il reste à espérer que cette décision permettra au pays de se doter d'un système bancaire solide et performant, au service du développement économique et social de la nation. « *Le développement d'un pays passe par le développement de son système financier* ». C'est Paul Kagamé, président du

commerciales. Un système financier performant permet aux entreprises d'accéder plus facilement au crédit et aux autres services financiers dont elles ont besoin pour mener leurs activités. Il en est de même pour la gestion des risques financiers pour la stabilité de l'économie. Conscient de cela, les autorités burkinabè s'emploient au développement du système financier du pays □

## NATIONALISATION DE LA BCB

# Un nouveau souffle pour la banque

cieux. Cependant, cette décision illustre la volonté du gouvernement burkinabè de prendre en main son destin économique et de réduire sa dépendance vis-à-vis des partenaires étrangers. Comme le dit un proverbe burkinabè : « *Celui qui compte sur les autres est souvent déçu.* » Le Burkina

Rwanda, qui l'a dit. Et il le dit si bien, car un système financier solide et efficient permet de mobiliser l'épargne et la canaliser vers des investissements productifs. Cela est essentiel pour financer la croissance économique et créer des emplois. Aussi, cela permet de faciliter les transactions

La Rédaction



Quotidien burkinabè  
d'informations générales

Récépissé n°3725/2009/CAO/TGI/OUA/P.F  
N° INSSN :0796-9252 du 22/02/2010  
Edité par Ténakourou productions  
Tel : 25 41 99 71  
Web:www.lequotidienburkina.org  
E-mail : lequotidienbf@yahoo.fr

Directeur de Publication  
Souleymane TRAORÉ  
70 76 26 06

Rédacteur en chef  
Daouda KINDA

Rédacteur en chef adjoint  
Bouélé Philippe BATIONO

Rédaction  
Philippe Bouélé BATIONO  
Roger W. NANA  
Rodrigue LAWAKILA  
Hamidou DICKO  
Ramatou Ouédraogo

Crédit photo  
Benewindé BIDIMA  
W. Gédéon SAWADOGO  
Philippe KABORE

Maquette/Montage:  
Le Quotidien

Impression  
Ténakourou imprimerie

## SEMINAIRE GOUVERNEMENTAL

# Réguler les budgets ministériels pour satisfaire les besoins des populations

**Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré a procédé, le jeudi matin, à l'ouverture d'un séminaire gouvernemental axé sur la satisfaction des besoins des populations et sur la gestion efficiente des ressources publiques.**

**V**oulu par le Chef de l'Etat, ce séminaire gouvernemental est articulé autour de trois principaux points. Il s'agit de la régulation budgétaire de l'année en cours, de la préparation du budget de l'année 2025 et de la maîtrise des effectifs des agents de la Fonction publique.

Pour le Président de la Transition, il est nécessaire de réguler le budget en cours d'exécution pour mieux prendre en compte les besoins des masses populaires. A cet effet, le Chef de l'Etat a invité les membres du gouvernement à orienter les ressources financières vers des actions concrètes à fort impact sur les conditions de vie des populations.

« Il y a une initiative qui sera lancée dans les jours à venir dans les domaines de l'éducation et de la santé. Elle doit nous permettre de construire



Le capitaine Ibrahim Traoré a présidé le séminaire gouvernemental

des écoles modernes et aussi des amphithéâtres dans plusieurs centres universitaires du Burkina Faso; la nécessité de réguler les budgets se fait donc sentir », a expliqué le capitaine

Ibrahim Traoré.

Dans cette perspective, le Président de la Transition a donné des instructions visant à réadapter la notion de budget programme dans

l'élaboration du budget de l'année 2025 pour une simplification et une efficacité dans son exécution.

La maîtrise des effectifs des agents de la Fonction publique est un défi que le gouvernement doit relever pour une meilleure gestion des dépenses liées aux salaires. Pour ce faire, le Président de la Transition a instruit les ministres à faire le point de la présence de leur personnel toutes les deux semaines. Cela permettra d'avoir une photographie réelle de leurs effectifs. « Ce qui nous permettra de confronter les chiffres avec ceux de la Fonction publique et du ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective pour voir qui est payé pour quel travail », a soutenu le président de la Transition □

Source : Présidence du Faso

## CONDUITE DE LA TRANSITION

## Les propositions de la CASCA-BF

**La Coalition des associations solidaires des commerçants et artisans du Burkina Faso (CASCA-BF) a organisé une conférence publique le 23 mai 2024 à Ouagadougou. Sous le thème : « soutien à la transition et contribution à l'atteinte des objectifs », la CASCA-BF a réitéré son soutien à la transition et a appelé le capitaine Ibrahim Traoré à se pencher sur le secteur privé qui souffre le martyr.**

**L**a CASCA-BF d'entrée de jeu a rendu hommage aux FDS et VDP qui se battent nuit et jour pour que le Burkina retrouve sa paix et sa sécurité. Aussi a-t-elle réitéré son soutien à la transition dans la lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégralité territoriale. Pour Sosthène P. Ouédraogo, membre de la CASCA-BF, les actions de la transition ne souffrent pas de débat. Il s'agit, entre autres, de l'acquisition massive d'équipements de guerre, du partenariat avec certains pays comme la Russie, de la création de l'AES, ... C'est pourquoi il a indiqué que le Burkina est en train de retrouver sa dignité, son indépendance grâce au « capitaine Ibrahim Traoré », « un espoir » pour le peuple. A cet effet, Sosthène P. Ouédraogo a laissé entendre que si au début la CASCA-BF était dubitative quant à aux assises nationales, à ce jour, « nous adhérons à cette initiative et nous implorons les mânes de nos ancêtres qu'elles nous conduisent à de meilleures conclusions ». Egalement, il a confié que les différents membres de la Coalition appellent à ce que le capitaine Ibrahim Traoré poursuive sa dynamique pour «



Les premiers responsables de la CASCA-BF

l'atteinte à 100% des objectifs qui lui seront assignés par le peuple ». A cette occasion, la CASCA-BF a fait des propositions au profit du secteur informel au capitaine Ibrahim Traoré. Elle a demandé l'annulation du Conseil national de l'économie informelle du Burkina Faso (CNEI-BF) en vue de rattacher ses membres dans les structures comme le patronat, la CCI-BF, la CMA-BF et la Chambre d'agriculture. Quant aux PME, elle souhaite que les différentes structures de finances et de formations soient orientées vers les différentes chambres.

Toute chose selon Sosthène Ouédraogo

qui « permettra aux acteurs d'avoir un meilleur rendement ». Quant à la Chambre des métiers de l'artisanat, la CASCA-BF appelle à des prises de mesures vigoureuses pour son autonomisation. A cet effet, Sosthène Ouédraogo a proposé que toutes les taxes liées à l'importation des produits dits artisanaux, aient une majoration. Et que cette majoration soit attaché à ladite chambre. Quant au monde associatif, la CASCA-BF appelle à la création des états généraux des associations. Egalement, la CASCA-BF a soumis des doléances au capitaine Ibrahim Traoré. Elle souhaite que l'on associe toutes les

associations et les citoyens dans la conduite de la transition, que la CASCA-BF soit associée pour la mise en œuvre des projets du secteur privé et ceux qui relèvent des présentes contributions. Le président de la CASCA-BF, Mohamed Congo, souhaite que le chef de l'Etat accompagne sa structure dans les voyages d'affaires et de prospections comme la Chine, le Brésil, la Russie. Aussi, il souhaite que le nombre de députés à l'Assemblée législative de transition soit revue à la hausse. Pour les taxes que l'on veut prélever dans les marchés et yaars, il souhaite que l'on patiente d'abord, car les « petits commerçants souffrent ». Par ailleurs, il a fait savoir que sa structure a un projet au profit des commerçants, si le gouvernement le mettait en œuvre cela sera profitable à tous. C'est pourquoi se prononçant sur les assises nationales, il a appelé les Burkinabè à mettre de côté leurs intérêts et à penser à la libération du pays. Pour lui, ce n'est pas le moment de parler politique mais d'en finir avec l'hydre terroriste avant de toute chose □

Par Boukary BOGRE

# 430 pèlerins burkinabè ont quitté Ouagadougou

**Le premier vol inaugural du Hadj 2024 a décollé le jeudi 23 mai 2024 de l'aéroport international de Ouagadougou, transportant 430 pèlerins burkinabè vers la ville sainte de Médine en Arabie Saoudite. Ce vol marque le début d'une série de 17 vols, dont 13 au départ de Ouagadougou et 4 de Bobo-Dioulasso, prévus pour transporter un total de 8 143 pèlerins burkinabè qui veulent accomplir le cinquième pilier de l'islam à la Mecque, du 14 au 19 juin prochain.**

Par Ibrahima Kaliloullah

**L**e jeudi 23 mai 2024, aux environs de midi, heure de Ouagadougou, les premiers pèlerins burkinabè ont pris la direction de la ville sainte de Médine en Arabie Saoudite à partir de l'aéroport international de Ouagadougou. Le ministre délégué en charge de la sécurité, Mahamoudou Sana, accompagné de l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite au Burkina Faso, Fahad Bin Abdulrahman H. Aldosari, étaient présents pour assister à ce départ. Pour le ministre Mahamoudou Sana, ce jour marque un grand moment pour les musulmans du Burkina Faso, car le pays enregistre le premier vol du Hadj 2024. Il a, à cet effet, indiqué qu'il a été mandaté par le président de la transition, le capitaine Ibrahim Traoré, pour exprimer la solidarité et l'engagement du gouvernement à accompagner les musulmans dans l'accomplissement de cet acte, l'un des cinq piliers de l'islam. « Il était donc important pour le gouvernement de témoigner de sa disponibilité et de s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour la bonne tenue de ce Hadj. En 2024, nous avons déployé de nombreux efforts pour améliorer les conditions du pèlerinage. Depuis l'aéroport international de Ouagadougou, j'ai constaté de nombreuses améliorations dans l'organisation. Beaucoup de mesures ont été mises en place pour que nos compatriotes puissent effectuer un Hadj dans les meilleures conditions. Je



Les pèlerins lors de l'embarquement et en attente du décollage

*remercie la diplomatie saoudienne au Burkina Faso, qui n'a ménagé aucun effort pour que ce hadj se déroule dans de bonnes conditions, ainsi que le comité d'organisation, qui a mis en œuvre toutes les directives du ministre en charge des cultes pour assurer des conditions optimales pour ce pèlerinage », a-t-il dit.*

Pour le Hadj 2024, ce sont au total 8 143 pèlerins burkinabè qui accompliront le cinquième pilier de l'islam à la Mecque, entre le 14 et le 19 juin prochain. L'organisation de cette année a été marquée par des améliorations significatives visant à faciliter le voyage et le séjour des pèlerins. « Nous avons déployé beaucoup d'efforts pour améliorer les conditions du Hadj. J'ai remarqué qu'il y a beaucoup d'évolution dans l'organisation et beaucoup de choses ont été mises en œuvre pour que les musulmans burkinabè puissent

*effectuer un bon pèlerinage », a ajouté le ministre.*

Les premiers pèlerins burkinabè quittent leur pays pour l'Arabie Saoudite. Sur la question des conditions pour améliorer l'accomplissement de ce 5<sup>e</sup> pilier l'islam, l'Ambassadeur saoudien, Fahad Bin Abdulrahman H. Aldosari, a souligné la collaboration fructueuse entre les autorités saoudiennes et burkinabè. « Nous avons collaboré avec le gouvernement du Burkina Faso pour faciliter l'organisation et la tenue du hadj pour le pays. Je tiens à remercier l'Etat burkinabè qui a grandement facilité notre travail sur le terrain. Une mention spéciale à la Fédération des associations islamiques du Burkina Faso (FAIB) qui nous a accompagnés tout au long de cette organisation. Cette année, nous avons œuvré à améliorer les processus administratifs pour l'obtention des visas.

*Grâce à un haut niveau d'organisation et à une coordination efficace des équipes sur le terrain, incluant l'Etat burkinabè et la FAIB, nous avons réussi à rendre tous les visas disponibles deux semaines avant le premier vol. Aujourd'hui marque le départ du premier vol, et nous souhaitons un bon hadj à tous les Burkinabè », a-t-il déclaré.*

### Les vols à partir de Bobo commenceront le 2 juin

Le Comité national de suivi du pèlerinage à la Mecque (CNSPM) a annoncé que 8143 pèlerins burkinabè participeront au Hadj cette année, répartis sur 17 vols, dont 13 au départ de Ouagadougou et 4 de Bobo-Dioulasso. Le départ des vols de Bobo-Dioulasso commencera le 2 juin 2024, avec un vol quotidien prévu. Ce dispositif logistique fait du Burkina Faso un exemple unique dans la sous-région, étant donné qu'il est le seul pays à disposer de deux aéroports internationaux pour le départ des pèlerins. « Pour le Hadj 2024, 8143 pèlerins burkinabè y participeront, répartis sur 17 vols, dont 4 au départ de Bobo-Dioulasso. Les vols à partir de la capitale économique commenceront à partir du 2 juin. Le retour se fera à partir du mois de juin. Pour ce vol inaugural, 430 pèlerins ont décollé pour la ville de Médine en Arabie Saoudite », a expliqué le président du comité d'organisation □

## ASSISES NATIONALES DES 25 ET 26 MAI 2024

# Au nom de l'intérêt supérieur de la Nation !

**L**e ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, Emile Zerbo, a convoqué des Assises nationales les 25 et 26 mai 2024. Cette importante rencontre, la deuxième sous le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) II, devrait statuer, décider de l'avenir de la Transition dirigée par le capitaine Ibrahim Traoré ; laquelle prend normalement fin le 1<sup>er</sup> juillet 2024. Une décision importante qui commande et recommande la présence des forces

vives et de toutes les composantes socio-politiques du Burkina Faso. Malheureusement, des partis politiques, notamment ceux de l'ex-Alliance pour la majorité présidentielle (APMP), ont exposé des préalables en vue de leur participation. Il s'agit notamment du court délai à eux accordé, notamment moins de 24 heures pour désigner leurs représentants alors que les regroupements et autres activités des partis politiques sont suspendus. Ils avancent également la non mise à leur disposition d'un document de base

détaillant ce sur quoi porteront les débats au cours des assises ; tout comme la question de la sécurité des délégués des partis politiques. L'APMP a donc fait des suggestions, des propositions en vue de sa participation aux consultations nationales prévues ce week-end. Des préoccupations à prendre en compte par le comité d'organisation de ces assises en vue de la participation quantitative mais surtout qualitative des différentes forces vives à cette réunion dont l'importance et la crucialité ne souffrent d'aucun doute. Car pour l'intérêt supérieur de la

Nation, il convient de faire les choses bien afin que la Transition puisse être menée dans le sens des aspirations légitimes du peuple burkinabè. C'est pourquoi, au nom de ce peuple que chacun prétend représenter, chacun des acteurs devrait faire des concessions pour la tenue et le bon déroulement de ces assises qui orienteront la marche du Burkina Faso et décideront de l'avenir de chacun des fils et filles du pays des Hommes intègres □

La Rédaction

## **Assises nationales : l'ex-majorité présidentielle pose des conditions pour sa participation**

L'ex-majorité présidentielle (ex-APMP) a posé des conditions pour sa participation aux assises nationales sur la Transition, prévues les 25 et 26 mai prochains. Dans une correspondance adressée au ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, Clément Sawadogo, le coordonnateur de l'ex-APMP, a soulevé des préoccupations d'ordre formel, procédural et de fond. Sur la forme, l'ex-APMP estime que les assises ne sont pas convoquées par la personnalité qui en a l'autorité, c'est-à-dire le Président de la Transition. Il déplore également le délai trop court imparti pour la désignation des délégués et l'absence de documentation sur le contenu des assises. Sur le fond, l'ex-APMP s'inquiète de la suspension des activités des partis politiques et de la sécurité des participants. En ce qui concerne la suspension des activités, l'ex-APMP estime qu'elle entrave sérieusement l'organisation des concertations préparatoires au sein des partis. S'agissant de la sécurité, l'ex-APMP rappelle les graves menaces de mort proférées sur les réseaux sociaux à l'encontre des délégués des partis politiques. Pour lever ces inquiétudes, l'ex-APMP exige la levée de la suspension des activités des partis politiques, la prise de mesures énergiques pour garantir la sécurité des participants et la révision du délai fixé pour le dépôt de la liste des participants. L'ex-APMP se dit toutefois disposée à prendre part aux assises si ces conditions sont remplies.

## **Ouaga : 10 personnes interpellées pour des faits de terrorisme**

Une opération de sécurité menée à Ouagadougou entre mars et avril 2024 a permis d'interpeller 148 suspects, dont 10 pour des faits de terrorisme, et de saisir 58 armes. Les opérations, menées par la Coordination opérationnelle pour la sécurisation de la ville de Ouagadougou (COSV), ont également permis de démanteler plusieurs réseaux criminels,

notamment un réseau de braqueurs, un réseau de cambrioleurs et un réseau de voleurs à mains armées. Au total, 115 091 véhicules ont été contrôlés et fouillés, dont 70 ont été saisis. 1610 tricycles ont également été contrôlés, et 18 d'entre eux ont été mis en fourrière. Les forces de sécurité ont également saisi 26 boules de chanvre indien, 1750 barriques de cyanure, du matériel de fonte de minerais, 30 sacs de charbon fin et 5 tonnes de fer à béton. Ces succès ont été obtenus grâce à la coopération des populations, qui sont invitées à continuer à dénoncer les cas suspects aux numéros verts suivants : 16, 17, 1010, 18 et 199.

## **Burkina : 10 ans après l'assassinat du juge Salifou Nébié, le SAMAB réclame justice**

Le 24 mai 2014, le juge constitutionnel Salifou Nébié était assassiné dans des circonstances tragiques sur la route de Saponé. Dix ans plus tard, le Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè (SAMAB) déplore l'absence de progrès dans l'enquête et exige des réponses. Dans une déclaration, le Secrétaire Général du SAMAB, Zabsonré T. Bruno, a souligné jeudi 23 mai 2024 l'importance d'informer la nation et la communauté internationale sur l'avancement du dossier, dénonçant l'immobilisme actuel. L'assassinat de Nébié s'est produit dans un contexte politique tendu, marqué par les tentatives de modification de l'article 37 de la Constitution pour permettre une nouvelle candidature du président Blaise Compaoré. Opposé à cette révision, le juge Nébié est considéré comme une victime de ce climat délétère. Le SAMAB demande que Salifou Nébié soit reconnu comme martyr national et exhorte les autorités judiciaires à éviter la prescription pour élucider ce crime. Le SAMAB a aussi exprimé sa solidarité avec la famille du magistrat, promettant de continuer à réclamer justice.

## **Ouahigouya : interdiction d'une manifestation en soutien à un guide religieux**

Dans un communiqué daté du 23 mai 2024, le Gouverneur de la

région du Nord, Issouf Ouédraogo, a formellement interdit une manifestation en soutien au Cheick Aboubacar Traore de Sissamba, prévu pour les 24 et 30 mai 2024. Le Gouverneur justifie cette interdiction par l'absence d'autorisation officielle pour ces rassemblements, les déclarant de faits illégaux. Des appels à manifester ont été largement diffusés via les réseaux sociaux, notamment par des messages vocaux et des affiches incitant les habitants de la province du Yatenga à se mobiliser en masse. Ces manifestations avaient pour but d'exprimer un soutien au président de la transition et de réclamer la libération du Cheick Aboubacar Traore. Le Gouverneur Issouf Ouédraogo a souligné que les services compétents n'ont délivré aucune autorisation pour ces manifestations. En conséquence, toute tentative de rassemblement sera considérée comme illégale. Le Gouverneur a précisé que des mesures sécuritaires strictes seront mises en place pour empêcher toute manifestation non autorisée. Et de préciser que les auteurs de ces manifestations illégales seront punis conformément à la législation en vigueur. Ainsi, le Gouverneur invite-t-il les populations à se démarquer d'une quelconque marche de soutien au président de la transition et de vaquer tranquillement à leurs occupations.

## **Pouytenga: 45 bidons de carburant vendus illicitement, saisis**

Une équipe mixte composée de la gendarmerie nationale, de la police nationale et de la police municipale a mené une opération de saisie de carburant vendu illicitement, le 22 mai 2024, dans la commune de Pouytenga, située dans la région du Centre-est du Burkina Faso. L'opération a permis de saisir au total 45 bidons de carburant et la convocation de 30 personnes.

## **Usurpations d'identité de personnalités publiques à des fins d'escroquerie : la BCLCC appelle à la vigilance**

Depuis quelques temps, la Brigade Centrale de Lutte Contre la Cybercriminalité-BCLCC

constate une recrudescence d'usurpations d'identité de personnalités publiques à des fins d'escroquerie, causant ainsi des préjudices financiers considérables à de nombreux Burkinabè.

En effet, des individus mal intentionnés créent de faux profils ou de fausses pages sur les réseaux sociaux, ou piratent les comptes ou pages officiels de personnalités publiques pour agir en leurs noms. Ils exploitent la popularité et la notoriété de célébrités, de chefs d'entreprise, d'opérateurs économiques ou d'hommes politiques pour attirer leurs victimes dans leurs pièges.

Ces cyber escrocs proposent à leurs victimes des aides financières ou des dons pour financer leurs projets, exigeant en retour des paiements électroniques sous prétexte qu'il s'agit de frais de décaissement de l'aide.

La BCLCC invite une fois de plus l'ensemble de la population à rester vigilante face aux propositions alléchantes d'aides et de dons en ligne. Elle encourage également le signalement massif des comptes usurpés. Veuillez signaler tout cas ou tentative d'arnaque à la BCLCC par appel au +226 25 39 58 42 ou par écrit sur l'adresse [cybercrime@securite.gov.bf](mailto:cybercrime@securite.gov.bf).

## **Tchad: Mahamat Idriss Déby a prêté serment**

Au Tchad, le président Mahamat Idriss Déby a prêté serment ce jeudi 23 mai 2024 au Palais des arts et de la culture de N'djamena devant plusieurs chefs d'Etats africains, ainsi que des représentants de grands partenaires internationaux tels que la Russie et la France.

Le nouveau président tchadien s'engage à léguer un Tchad uni, paisible et juste, à réduire le train de vie de l'Etat, accentuer la lutte contre le détournement et la corruption.

Cette cérémonie d'investiture du nouveau président met officiellement fin à trois années de transition au Tchad.

Pour rappel, Mahamat Idriss Deby Itno a été élu avec 61 % des suffrages, dès le premier tour de l'élection présidentielle du 6 mai 2024 □

La Rédaction

## BOUKARI NEBIE, SECRETAIRE GENERAL DU RISA « *Nous n'avons pas le droit d'échouer dans le combat pour la dignité* »

Dans quelques jours, les 25 et 26 mai 2024, se tiendront les Assises nationales, un événement de grande importance pour la transition politique actuelle au Burkina Faso. A cette occasion, Dr. Boukari Nébié, Secrétaire général du Rassemblement des Intelligences pour la Souveraineté de l'Afrique (RISA), partage ses réflexions sur les enjeux et les perspectives de ces assises. Selon lui, ces rencontres sont essentielles pour définir un nouveau contrat social entre les citoyens et les autorités, et pour prolonger la transition en cours depuis septembre 2022. Lisez plutôt !

Interview réalisée par Daouda KINDA

**Le Quotidien :** Dr. Nébié, les assises nationales se tiennent les 25 et 26 mai prochains, dans quelques jours. Pensez-vous que ces assises nationales sont cruciales pour la transition actuelle au Burkina Faso et pour l'avenir du pays ?

**Dr. Boukari Nébié :** Pour répondre à cette question, il me semble important de faire un petit rappel. Le 30 septembre 2022, le capitaine Ibrahim Traoré et ses frères d'armes ont renversé le lieutenant-colonel Damiba qu'ils ont accusé d'avoir trahi les aspirations profondes du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) qui avait renversé le Président Kaboré en janvier 2022 pour avoir échoué dans la lutte contre le terrorisme.

Puis, les 14 et 15 octobre 2022, il a été organisé des Assises nationales qui ont défini les contours de la Transition avec, à la clé, la fixation de la durée de la transition à 21 mois. Ce qui veut signifier que la période de la transition arrive à son terme en juillet prochain.

Etant donné que les conditions ne sont pas encore réunies pour aller aux élections, il fallait impérativement prolonger la durée de la transition. Deux voies s'offraient aux autorités: la voie parlementaire et la voie des Assises nationales.

Les autorités ont opté pour cette seconde voie et nous sommes en phase avec elles. Cela montre donc que les Assises nationales sont importantes car ce sera l'occasion pour les Burkinabè de définir un nouveau contrat qui devra les lier aux autorités dirigeantes.

**Quels sont les principaux enjeux que vous pensez voir aborder lors de ces assises ?**

Les enjeux du Burkina sont énormes. Mais ce qui retient l'attention des



« Les Assises peuvent être l'occasion pour décrier un tant soit peu la situation entre les autorités et certaines organisations notamment les partis politiques »

Burkinabè aujourd'hui quand on parle des Assises nationales, c'est bien la durée de la période supplémentaire qui sera accordée au Chef de l'Etat et à son équipe pour nous ramener la paix, engager les grandes réformes politico-administratives devant nous permettre d'organiser des élections véritablement démocratiques, c'est-à-dire des élections propres, inclusives et apaisées.

**Le Rassemblement des Intelligences pour la Souveraineté de l'Afrique (RISA) dont vous êtes le SG va-t-il y participer ?**

Oui, le RISA va y prendre part. Nous sommes une sorte de Think-Tank. Notre structure regorge d'hommes et de femmes de qualité. Et depuis un certain temps, nous produisons des memorandums sur les questions importantes de la Nation que nous soumettons à qui

de droit. Ce qui constitue, pour nous une contribution citoyenne. Donc, quand nous avons été invités à proposer des participants, nous n'avons pas hésité car c'est toujours le travail de contribution citoyenne qui se poursuit.

**Comment le RISA prévoit-il contribuer aux discussions et aux décisions qui seront prises lors de ces assises ?**

Comme je viens de le dire, le RISA est une structure regroupant des hommes et des femmes de qualité. Donc, notre participation aux Assises sera une participation très active. Nous allons nous concerter pour dégager une ligne de conduite que nous allons défendre aux Assises. Nous n'avons pas la prétention d'être plus intelligents que les participants des autres structures qui y prendront part. Mais nous n'y allons pas en tant

qu'une caisse de raisonnement. Nous allons défendre les positions qui sont dans l'intérêt de la Nation.

**Comment voyez-vous la participation des différents acteurs de la société burkinabè, y compris la société civile et les partis politiques dans ce processus ?**

Ce sont des acteurs publics, des forces de propositions et, à ce titre, leur participation sera une bonne chose. Car, de la qualité des hommes qui prendront part aux Assises dépendront la profondeur des débats qui y seront menés et, par ricochet, de la richesse des conclusions qui en découleront.

**Certaines personnes craignent qu'il n'y ait pas une représentation équilibrée et diversifiée des participants aux assises. Dans ce cas de figure, quels mécanismes devraient être mis en place pour garantir que toutes les voix soient entendues et prises en compte ?**

Ce sont des récriminations que l'on va toujours entendre chaque fois qu'il y aura de telles initiatives. Le Collège des Sages avaient essuyé les mêmes critiques. Mais aujourd'hui, tout le monde cite le rapport du Collège des Sages. En vérité, vous ne pourrez jamais trouver une formule qui soit exempte de critiques. Cela dit, la démarche adoptée par les autorités me paraît la bonne. Il s'agit de celle qui consiste à faire participer les représentants des différentes régions, des forces vives, des personnalités coutumières et religieuses, des corps constitués. Une fois que ce principe est respecté, il appartient à chaque entité de se rassurer que les personnes qu'elle a désignées comme porte-voix sont dignes de mener à bien la mission à elles confiées; c'est-à-dire des représentants capables de poser un

débat de fond en n'ayant pour finalité le Bien de la Patrie.

## Quelles devraient être les priorités immédiates après les assises nationales pour assurer une transition réussie ?

La priorité des priorités aujourd'hui reste la reconquête totale du territoire et la réinstallation des Personnes déplacées internes. C'est à cela que le Président s'est engagé et a engagé l'ensemble des Burkinabè depuis son arrivée au pouvoir. Et je ne crois pas que ce devrait être autre chose que cela après les Assises puisque même pendant les deux jours que vont se dérouler les Assises, des hommes et des femmes seront en contact avec la mort pour que la Nation survive et que les Burkinabè recouvrent leur dignité bafouée. En un mot, la priorité après les Assises est identique à celle d'avant les Assises: la reconquête du territoire et la réinstallation des PDI.

## Quelle est votre position sur la possibilité d'une prolongation de la transition à 5 ou 10 ans comme le sug-

## gèrent certains Burkinabè ?

Les Assises peuvent être l'occasion pour décryspier un tant soit peu la situation entre les autorités et certaines organisations notamment les partis politiques dont les activités sont suspendues depuis un certain temps et les partenaires sociaux. Mais encore faut-il qu'ils ne pratiquent pas la politique de la chaise vide, comme cela semble se dessiner. Mais qu'à cela ne tienne, l'on ne peut obliger personne à prendre part aux Assises. Donc, si les autorités estiment qu'il y a des acteurs importants qui doivent être invités et si lesdits acteurs déclinent l'invitation pour une raison quelconque, l'on ne peut que prendre acte tout en espérant que ceux qui ne bouderont pas sauront relever le défi, celui d'avoir des réflexions de qualité pouvant aboutir à des conclusions riches au profit des Burkinabè.

## Quel impact espérez-vous que ces assises auront sur la situation politique et sociale actuelle au Burkina Faso ?

Les Assises peuvent être l'occasion pour décryspier un tant soit peu la situation entre les autorités et certaines organisations notamment

les partis politiques dont les activités sont suspendues depuis un certain temps et les partenaires sociaux. Mais encore faut-il qu'ils ne pratiquent pas la politique de la chaise vide, comme nous le rapporte les rumeurs.

## Quel message aimeriez-vous adresser aux citoyens burkinabés à la veille de ces assises nationales ?

Le message que je voudrais adresser à mes concitoyennes et concitoyens à la veille de ces Assises est celui de l'apaisement, du désarmement des coeurs, de la tolérance, de l'acceptation des pluralités des opinions, de l'amour de la Patrie. Que l'on prenne part aux Assises ou non, je souhaite que chaque Burkinabè comprenne l'enjeu du moment. Les menaces qui pèsent sur notre pays sont énormes. Nous n'avons pas le droit d'échouer dans le combat pour la Dignité dans lequel nous sommes engagés. Nous devons accepter de nous engager dans une sorte d'Union-sacrée. Quand nous aurons restauré notre dignité bafouée, nous pourrons retourner à nos querelles intestines. Je souhaite que chacun, d'où qu'il se

trouve, ait présent à l'esprit que notre Seul et Bien commun demeure le Burkina. Et comme le dit ce proverbe, "On ne lapide pas la patrie avec une pierre".

Je voudrais aussi m'adresser aux Burkinabè qui ont pris les armes contre leur propre pays. A eux, je rappelle ce proverbe: "Un oiseau ne se met jamais en colère contre un arbre". Quel que soit leur niveau de frustrations accumulées, ils doivent comprendre que le chemin emprunté est sans issue. Il est plus que temps qu'ils déposent les armes et rejoignent la Patrie qui leur tend toujours ses bras et qui saura les accueillir.

## Y a-t-il un point que vous aimeriez ajouter ou une question que nous n'avons pas posée mais qui vous semble importante ?

Je crois que nous avons fait le tour. Mais comme l'occasion m'est donnée, je profite saluer la hauteur d'esprit des autorités qui ont choisi d'aller aux Assises pour permettre à l'ensemble des Burkinabè, à travers leurs représentants désignés, de se réunir et réfléchir sur la conduite à tenir pour la suite de la Transition □

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

# Le chef suprême des Armées salue l'engagement des VDP

**Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré, chef suprême des armées a eu des échanges directs et francs le jeudi 23 mai 2024 avec les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Une rencontre au cours de laquelle les participants se sont parlé sans langue de bois. C'est à cet exercice que le capitaine Ibrahim Traoré s'est prêté avec les Volontaires pour la Défense de la Patrie.**

**A** l'entame, le chef de l'Etat a rendu un hommage à ces femmes et hommes qui ont décidé de prendre les armes aux côtés des Forces de défense et de Sécurité pour défendre le Burkina Faso. « *Beaucoup d'entre vous ont payé de leur vie. Mais vous continuez à résister. Je vous rends donc hommage* », a-t-il déclaré, témoignant ici sa reconnaissance aux VDP engagés pour la reconquête du territoire. Il a indiqué aux VDP que le Burkina mène une guerre d'indépendance qui nécessite un engagement ferme pour se libérer de l'esclavage. « *Cette guerre, c'est pour nous sortir de l'esclavage. Soit on accepte de combattre soit on reste esclave* », a-t-il indiqué, tout en appelant les VDP à se battre pour libérer la terre de leurs ancêtres. « *Ne dormez pas. Qu'il pleuve, qu'il vente. Il faut combattre les ennemis de la Nation. C'est sans pitié* », a martelé le chef de l'Etat. Le Capitaine Traoré a aussi tenu à expliquer aux supplétifs de l'armée, que dans cette



Le capitaine Ibrahim Traoré a eu des échanges directs avec les VDP

guerre, le Burkina Faso amorce la deuxième phase. Cette nouvelle étape va consister à l'aménagement du terrain; les VDP seront appelés à sortir de leur commune pour défendre des lignes. Le Chef suprême des armées a, en outre, donné des orientations et des conseils pour permettre aux VDP de se protéger afin de mener au mieux la lutte contre le terrorisme. Se référant aux potentialités culturelles, il a invité à tirer du substrat culturel des

stratégies pour mener la lutte. Aussi, a-t-il appelé les VDP à se départir de la manipulation et à éviter de propager des informations sur les réseaux sociaux, préjudiciables à leur sécurité et celle des populations. Le commandant de la Brigade des Volontaires pour la Défense de la Patrie (BVDP) le Lieutenant-colonel Thomas Sawadogo a traduit sa reconnaissance au Président de la Transition. Il a rappelé que le Chef de l'Etat suit de

près les actions sur le terrain tout en veillant à apporter des moyens conséquents pour la lutte. « *Vous êtes allés au-delà des attentes des VDP* », a-t-il souligné. Les porte-paroles des VDP venus des treize régions ont soumis au Chef de l'Etat leurs préoccupations. Ces préoccupations se résument au besoin d'équipement, d'opérations d'envergure, à la prise en charge sociale, à la contribution à l'offensive agricole, aux formations ou recyclages et à leur réinsertion socioprofessionnelle. Le Président de la Transition, le capitaine Ibrahim Traoré leur a donné l'assurance que les besoins seront pris en compte. Il a annoncé l'acquisition d'équipements, le lancement d'un recrutement dans l'armée auquel les VDP peuvent prendre part. Il a également indiqué que des opérations d'envergure sont prévues pour les semaines à venir □

Direction de la communication de la  
Présidence du Faso

### Le CNOSC/BF appelle à des échanges francs

**Le Conseil national des organisations de la société civile (CNOSC) a animé une conférence de presse le jeudi 23 mai 2024 à Ouagadougou sur les performances du gouvernement de Transition au travers de la mise en œuvre du plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) ainsi que du Plan national de développement (PND) au cours de l'année 2023. Il a saisi l'opportunité pour lancer un appel à des assises nationales inclusives et à des échanges francs qui aboutiront à l'adoption d'une feuille de route consensuelle.**

« **L**es performances de l'Etat d'une manière globale, sur un ensemble de 223 investissements et 42 réformes attendues, on note que malgré le contexte difficile, le gouvernement s'en tire avec un niveau d'exécution physique des investissements de son Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PA-SD) de 63,67%. Les 36,33% sont en deçà des 75% de niveau d'exécution. Quant au niveau d'exécution physique des réformes, 64,28% d'entre elles ont dépassé les 75% de niveau d'exécution. Ce qui laisse néanmoins 33,72% des réformes en deçà des 75%. Un taux de croissance du PIB réel de 3,6% contre 1,8% en 2022 ». C'est ce qui ressort du rapport de performance 2023 du gouvernement de transition élaboré par le Conseil national des organisations de la société civile (CNOSC) avec l'appui de leurs partenaires notamment le SPONG et le CDCAP. Le contenu dudit rapport a été rendu public lors d'une conférence de presse qu'il a organisé le jeudi 23 mai 2024 à Ouagadougou. A en croire le CNOSC, bien que des progrès



Le présidium lors de la conférence de presse

significatifs ont été réalisés, des insuffisances persistent et nécessitent une attention particulière. Au titre de ces insuffisances, sans être exhaustive, le CNOSC a relevé, entre autres, l'insuffisance de transferts de ressources en accompagnement des compétences, l'absence de réglementation spécifique sur l'exploitation des minéraux de transition énergétique, la compréhension insuffisante de la gouvernance démocratique et la fragilité du processus

démocratique qui nécessitent une éducation à la démocratie. Aussi, il a ajouté, l'inefficacité et l'inefficience de l'administration publique, l'insuffisance de la formation des VDP sur les droits humains, la faiblesse du portage institutionnel du genre, l'arrêt ou le non-démarrage de certains chantiers de construction (CMA de Kampti, CHR de Fada, CHU de Bassinko, CRTS de Dori, ...), la faible disponibilité des médicaments, l'insuffisance dans la mise

à disposition des cantines scolaires et l'insuffisance de la prise en compte des bio intrants.

Afin de contribuer à une absorption de ces insuffisances, le CNOSC a formulé un certain nombre de recommandations qui ont porté sur le renforcement des connaissances des FDS et des VDP sur les droits humains, l'accélération de l'accès des populations aux services sociaux de base, la préservation de l'espace civique et l'apurement de la dette intérieure. En marge de la restitution des résultats du rapport de performance du gouvernement exercice 2023, le Conseil national des organisations de la société civile a rassuré que sa conférence de presse n'a aucun lien avec la tenue des assises. Par ailleurs, il a invité le comité d'organisation des assises nationales à jouer la carte de l'inclusion afin d'adopter une feuille de route consensuelle et a exhorté les participants à une franche collaboration lors des travaux des assises □

Par Lawakila KABARI

## 79<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE RUSSE SUR LES NAZIS

### African Initiative organise une exposition photo

**À l'occasion de la commémoration du 79<sup>e</sup> anniversaire de la victoire lors de la « Grande-Guerre Patriotique », l'association Russo-Burkinabè « African Initiative » a organisé une exposition de photos à son siège pour commémorer l'événement. Cette exposition est de Vittorio Nicola Rangeloni, journaliste de guerre d'African Initiative et de Dieudonné Ouédraogo, membre de l'association des anciens étudiants de l'ex-URSS.**

**L**a Russie célèbre le 9 mai de l'année de chaque année, la victoire remportée à la seconde guerre mondiale. L'association russo-burkinabè a commémoré cet événement historique à Ouagadougou à travers une exposition de photos. Cette exposition de photos avait pour thème « 10 ans de guerre dans le Donbass » et présente les clichés de Vittorio Nicola Rangeloni, journaliste de guerre d'African Initiative et de ceux de Dieudonné Ouédraogo, membre de l'association des anciens étudiants de l'ex URSS. « Le 9 mai est une grande journée dans la vie de chaque citoyen soviétique, parce que beaucoup de familles ont été victimes de cette guerre, mais les combattants ont eu la victoire dans chaque bataille. Le constat que j'ai fait au Burkina, c'est que les russes et les burkinabè sont des peuples qui veulent vivre en paix. Cette exposition vise à rendre hommage à tous ceux qui se sont battus pour la Paix » a



Vittorio Nicola Rangeloni commentant ses photos devant un visiteur

expliqué Alexandre Konkov, coopérant russe auprès de l'Association russo-burkinabè African Initiative. Les photos de Vittorio Nicola Rangeloni,

journaliste de guerre d'African Initiative ont été prises le 9 mai 2015 à Saint-Petersbourg au Régiment Immortel. Cette exposition se veut un

témoignage vivant de ce qui s'est réellement passé dans le Dombass. Selon Dieudonné Ouédraogo, photjournaliste, deuxième exposant, cette exposition de photos est un exemple de résilience pour le peuple burkinabè. « Exposer ces images, c'est montrer un exemple de courage. Un peuple qui est envahi et qui semblait être broyé, mais qui s'est ressaisi, qui s'est réorganisé et a pu repousser l'ennemi hors de ses frontières, c'est un acte d'héroïsme historique », a-t-il expliqué. Les visiteurs de cette exposition de photos ont également suivi en direct la commémoration de la « Grande Guerre patriotique » à travers une parade des forces armées russes. Cette exposition s'est déroulée en simultanée dans d'autres pays africains afin de montrer aux populations ce qui s'est réellement passé pendant la guerre de Donbass □

Correspondance particulière



## ASSISES NATIONALES

**« On va en assises pour trouver des solutions et cela a besoin de liberté, de sincérité, de tranquillité et d'intégrité »,**

Pr Abdoulaye Soma

**Le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) et ses partenaires ont organisé le jeudi 24 mai 2024 à Ouagadougou, un dialogue démocratique sur les Assises nationales. Placé sous la thématique « Assises nationales : quel nouveau pacte républicain pour la sauvegarde du Faso ? », ce dialogue avait pour but de lancer le débat pour des assises constructives.**



Dr Thomas Ouédraogo,  
directeur exécutif du CGD



Le Pr Abdoulaye Soma, a livré la leçon  
inaugurale



Kalifara Séré, un des 4 panelistes

Cet exercice qui se tient à 2 jours des Assises nationales, selon le docteur Thomas Ouédraogo, directeur exécutif du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), est un exercice citoyen et un débat constructif pour réhabiliter la parole et l'intérêt commun qu'est la Patrie. « Il s'agit d'un concept que nous avons mis en place pour ouvrir le débat », a laissé entendre Dr Thomas Ouédraogo avant de souhaiter que le discours d'aujourd'hui prenne la forme d'un engagement de contribuer de manière structurante et objective au progrès du pays. Pour entretenir les participants, d'éminentes personnalités ont été conviées. Il s'agit du Pr Abdoulaye Soma, de Kalifara Séré, expert en développement institutionnel et consultant, du Dr Aboubacar Sango, enseignant-chercheur à l'université Thomas Sankara, du Pr Martial Zongo, enseignant-chercheur à l'université Thomas Sankara et du Dr Aristide Béré. Après le mot introductif du directeur exécutif du CGD, place a été faite aux différentes communications. Et c'est le professeur Abdoulaye Soma qui fut le premier à prendre la parole pour la leçon inaugurale sur le thème central du dialogue « Assises nationales : quel nouveau pacte républicain pour la sauvegarde du Faso ? ». Selon le professeur Soma, le Burkina Faso se trouve dans une situation où chaque pas, chaque mot, chaque phrase, chaque regard compte. « Notre pays n'est pas à la croisée des chemins, il se trouve dans un tel champ

où il faut avec prudence poser chaque acte si l'on veut prendre les orientations que suggère la thématique », a-t-il confié. Définissant les Assises, il a indiqué qu'il s'agit d'une grande réunion pour traiter de grandes questions. « Nous allons en assises pour trouver des solutions et cela a besoin de liberté, de sincérité, de tranquillité et d'intégrité », a-t-il soutenu. Pour que ces assises soient une opportunité à saisir, soutient le professeur Soma, il faut que nous délaissions toutes les oppositions sentimentales, émotionnelles qui se structurent autour des assises. Pour lui, ces assises dégagent deux dynamiques à savoir une opportunité à saisir et une conflictualité à dessaisir. « Sur l'opportunité à saisir, il est évident que tous les acteurs impliqués dans la convocation des assises, du chef de l'Etat, de l'ALT, du comité d'organisation et de toutes les composantes de notre Nation, fondent l'espoir pour que les assises nous fassent faire un progrès qualitatif. Une avancée qualitative », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « c'est une opportunité à saisir, non seulement pour un nouveau contrat transitionnel, mais aussi à mettre en place un nouveau format transitionnel... ». S'agissant de la conflictualité, le professeur Soma a relevé les tensions et les débats qu'il y a autour de ces assises (...). Il a conclu son intervention en indiquant que pour que l'on réussisse ces assises, il faut dessaisir cette conflictualité. Après l'intervention du Pr Abdoulaye Soma,

c'est Kalifara Séré, expert en développement et institutionnel et consultant qui entretiendra l'assistance sur le thème : « conduite du processus de Transition au Burkina : acquis, insuffisances et perspectives ». Dans sa communication, Kalifara Séré a mis en lumière les acquis, les insuffisances et les perspectives. Quant au sous-thème 2, « assises nationales dans un contexte de crispation socio-politique : quel schéma opérationnel pour sortir le Faso de l'impasse ? », il a été développé par Dr Aboubacar Sango. Selon lui, il est nécessaire d'évaluer les réformes constitutionnelles instituées. « Une méfiance doit nous animer quand aux réformes prises lors des transitions. L'exemple de 2014 doit nous servir », a laissé entendre Dr Aboubacar Sango. Pour lui, Les assises doivent être un cadre pour discuter et arrêter les

objectifs d'un agenda d'une nouvelle transition. Evoquant les relations de voisinage, il a relevé la nécessité de continuer à rechercher une relation de bon voisinage avec les pays voisins, dont le plus stratégique qui est la Côte d'Ivoire. « Les assises nationales : comment recentrer les priorités et mobiliser les énergies pour les adresser ? ». Cette thématique qui a constitué le 3<sup>e</sup> sous-thème a été livrée par Dr Aristide Béré. Et de son point de vue, « la Transition semble s'être éloignée de ses priorités de départ ». A en croire le communicateur, certaines questions telles que la réconciliation nationale, le positionnement institutionnel ne constituent pas une urgence nationale. Sur la question des élections, il estime que la non-tenu des élections devient compliquer à comprendre ce, d'autant plus que l'on dit qu'on peut aller partout sur le territoire national... En terme de suggestions, il a souhaité qu'un collège de sages renoué soit mis en place et qui pourrait s'auto saisir de certaines questions pour recadrer. Il estime par ailleurs que toutes les énergies ne sont pas mobilisées pour faire face à la situation. « Il faut une approche empreinte de modestie de part et d'autres pour des assises réussies », a souligné Dr Béré. La 4<sup>e</sup> communication développée par le professeur Martial Zongo a porté sur la thématique « les implications juridiques et politiques du retrait de la CEDEAO sur le processus de transition: défis et perspectives » □

Par Kiswendsida Ismaël  
OUEDRAOGO



C'est avec intérêt que l'assistance a suivi les différentes communications

### C'est parti pour l'opération quartier propre

Le Président de la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou Maurice Konaté, a donné le top départ des activités entrant dans le cadre de l'opération quartier propre, le jeudi 23 mai 2024 à Ouagadougou. C'était en présence du gouverneur de la région du Centre représentant le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, des représentants du ministère en charge de l'Environnement et du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique.



Les autorités donnant le top de départ des activités



Le Président de la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou, Maurice Konaté



Le gouverneur de la région du Centre, Abdoulaye Bassinga représentant le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité

C'est dans le cadre de l'initiative présidentielle pour le développement communautaire, l'assainissement et la préservation du cadre de vie qu'est lancée la vaste campagne de curage des caniveaux dans la commune de Ouagadougou. Le premier coup de pelle a été donné par le Président de la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou Maurice Konaté, le jeudi 23 mai 2024 devant le lycée municipale Bambata de Ouagadougou. Selon lui, c'est sur instruction du chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim Traoré que cette campagne de curage a été initiée pour nettoyer tous les caniveaux de la ville de Ouagadougou, quitte à faciliter le drainage d'eau et assurer l'hygiène publique. Pour lui, cela est d'une grande importance car la propriété résous plusieurs problèmes à la fois, notamment les questions environnementales et de santé. « Si vous regardez de plus près, beaucoup de maladies dont souffrent la population sont liées aux questions d'assainissement. Vous avez les maladies hydriques. Vous avez le paludisme surtout la dengue qui a fait beaucoup de ravages l'année passée. Nous avons pu infléchir la courbe des maladies grâce à la prise de conscience des uns et des autres en ce qui concerne le nettoyage et l'élimination des gîtes larvaires », a-t-il dit. Pour ce faire, Maurice

Konaté a lancé un appel à tous les citoyens à assainir leurs milieux car cela y va de la santé, voire de la survie de toutes les populations. Après le premier coup de pelle donnée, le Président de la délégation spéciale de la commune de Ouagadougou a rassuré que tout est mis en œuvre pour que le curage des caniveaux se déroule tous les jours. Par ailleurs, il a ajouté que les berges des trois barrages seront nettoyées au cours de cette vaste campagne de curage. Il faut rappeler que c'est dans le cadre de l'initiative présidentielle pour le développement communautaire, l'assainissement et la préservation du cadre de vie que le ministère en charge de l'Environnement, le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, et le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité se sont unis pour appuyer la mairie de Ouagadougou dans cette opération quartier propre. Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité par la voix son représentant le gouverneur de la région du Centre, Abdoulaye Bassinga a laissé entendre que le Burkina Faso fait face à une urbanisation accélérée à cause du phénomène du terroriste qui a occasionné le déplacement forcé des populations des campagnes vers la ville. Ce qui a une pression considérable sur les infrastructures

et sur l'environnement en général. D'après lui, en dépit de ce contexte, il est du devoir de l'Etat d'assurer un cadre de vie sain à toutes les populations du pays. D'où cette initiative de la campagne nationale de nettoyage des villes. A l'entendre, cette cérémonie de lancement revêt d'une importance capitale parce qu'elle marque le top de départ d'une série d'actions qui va toucher l'ensemble des villes du pays. Après le représentant du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la Sécurité, la Directrice de l'Hygiène publique au ministère en charge de la Santé, Anta Zida a passé un message de

sensibilisation au différents participants en les invitant à de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. Elle les a invités entre autres à mettre les ordures dans des poubelles pour faciliter le ramassage, à couvrir leurs aliments et les canaries et récipients susceptibles de contenir de l'eau, lieu où les vecteurs de paludisme et de dengue se développent. Il faut noter qu'environ 1000 tricycles sont mobilisés dans le cadre de cette opération de curage qui va toucher presque toutes les villes du pays □

Par Yirinana Serge TAO (stagiaire)



L'opération quartier propre va toucher toutes les villes du Burkina Faso

## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (DAO) N°010424/STROMME-ANTBA POUR L'ACQUISITION DES MOTOS SIRIUS 115 ORIGINAL AVEC CASQUES ET IMMATRICULATION

### AVIS D'APPEL D'OFFRES ANTBA-STROMME A OUAGADOUGOU

#### Le présent dossier comprend :

1. Introduction
2. Information Générale
3. Object du contrat
4. Contenu d'Appel d'Offres
5. Conditions de soumission
6. Critères de qualification des soumissionnaires
  - ✓ Schéma d'Evaluation
  - ✓ Modèle de bordereau des prix
  - ✓ Spécifications Techniques

#### 1. Introduction

L'Association Nationale pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation lance le présent appel d'offre pour l'acquisition de sept (07) motos Sirius 115 original avec casque et l'immatriculation.

#### 2. Information Générale

L'Association Nationale pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation est une association chrétienne à but non lucratif.

#### 3. Object du contrat

L'Association Nationale pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation à l'intention de conclure un marché pour la livraison de sept (07) motos Sirius 115 original.

#### 4. Contenu de l'appel d'offres

Ce présent avis d'appel d'offre se compose d'un lot unique. Veuillez envoyer une seule proposition technique et une seule proposition financière et déposer au siège de ANTBA. La non-conformité des dispositions ci-dessus entraînera le rejet de l'offre.

Les offres devront être présentées, dans une grande enveloppe scellée et portant uniquement la mention suivante : « **Acquisition des motos ANTBA STROMME** ». Cette enveloppe ne devra comporter ni le nom du soumissionnaire, ni aucune autre inscription que celle indiquée ci-dessus. Elle contiendra trois (03) autres enveloppes :

#### 4.1 L'enveloppe N°1 : Le dossier administratif

Elle contiendra un (01) original et cinq (03) copies reliées, des pièces suivantes :

- ✓ La présentation générale de la société (et s'il y a lieu des sous-traitants).
- ✓ La copie de l'extrait de l'acte d'immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM). La copie devra être légalisée et l'objet y inscrit devra être en rapport direct avec les prestations du présent appel d'offre.
- ✓ L'attestation d'immatriculation légalisée (IFU)
- ✓ L'attestation certifiant que le soumissionnaire est en règle vis-à-vis de l'Administration Fiscale. L'attestation devra être transmise en un original ou une copie légalisée et être en cours de validité à la date limite de dépôt des offres.
- ✓ L'agrément. (Facultatif)

#### 4.2 L'Enveloppe N°2 : Offres techniques

Cette enveloppe portera la mention : « **PROPOSITIONS TECHNIQUES.** » L'offre technique sera basée sur la reprise détaillée des quantités et spécifications pour assurer la conformité avec la demande. Elle sera constituée des éléments ci-après : **la fiche technique détaillée des motos (marque et modèle)** avec photo joint à l'offre technique.

#### 4.3 L'enveloppe N°3 : Offres financières

Cette enveloppe portera que la mention « **PROPOSITION FINANCIERE** » contenant

- ✓ Une lettre de soumission
- ✓ Un engagement sur l'honneur de la capacité à préfinancer le marché (le soumissionnaire s'engage et affirme sa capacité à préfinancer toutes les opérations relatives au marché objet du présent appel d'offres jusqu'à livraison conforme et complète des marchandises à destination et à concurrence au montant de l'estimation financière qu'il aura faites. L'ANTBA ne fera pas d'avance.
- ✓ Facture proforma (prix unitaire, prix total TTC)

#### 5. Conditions de soumission

L'appel d'offre est ouvert à toute personne physique ou morale ayant un numéro IFU régulièrement enregistré aux impôts et à jour de ses obligations vis-à-vis des impôts selon la réglementation des lois du Burkina Faso et les conventions

signées par l'Etat Burkinabè.

La validité des offres devra être de 15 jours à compter de la date limite de leur dépôt. Elles devront reprendre les spécificités techniques indiquées. Le délai de livraison devra être indiqué en nombre de jours après obtention du Bon de commande/lettre de commande. Pendant cette période aucun changement de prix ne sera accepté ni permis.

#### 6. Critères de Qualification des soumissionnaires

Les soumissionnaires doivent donner la preuve de leur capacité à satisfaire aux clauses du présent dossier d'appel d'offres en respectant scrupuleusement toutes les indications.

Le dépouillement sera effectué par une commission composée par le personnel de ANTBA.

#### ETAPE N°1 : l'examen des dossiers administratifs

Seuls les plis contenant le dossier administratif complet et à jour seront recevables (accepté) pour passer à l'étape suivante relative à l'évaluation des offres techniques.

#### ETAPE N°2 : l'évaluation des offres techniques

Seules les offres techniques des soumissionnaires ayant produit un dossier administratif complet et à jour seront analysées.

- Respect scrupuleux des spécifications techniques en rapport avec la demande.

#### ETAPE N°3 : l'ouverture et la comparaison des propositions financières

Seules les offres techniquement conformes seront évaluées.

Les critères retenus pour l'évaluation financière sont :

- Le prix (unitaire)
- Le délai de livraison (délai le plus bref)

Par ailleurs, il sera tenu compte de 3 (trois) copies des bons de commande plus les bordereaux de livraison correspondants pour au moins 2 (deux) marchés de livraison des motos, dont la valeur est au moins égale, si non supérieure à celle de votre offre financière pour le présent appel d'offres et qui ont été livrés avec succès.

L'ANTBA se réserve le droit de ne retenir aucun des prestataires ayant soumissionné si les offres ne satisfont pas aux critères donnés.

Le non-respect de l'un quelconque des critères ou exigences indiqués constitue un vice de forme et de fond et entraînera le rejet systématique de l'offre du soumissionnaire.

**NB. Si au bout de sept (07) jours après la date de dépôt des offres vous n'avez pas été recontacté, nous vous prions de considérer que votre offre n'a pas été retenue.**

Par ailleurs :

- ✓ Les offres rédigées en langue française devront être déposées au siège de ANTBA sis à Wyalghin au secrétariat au plus tard **le 7 Juin 2024 à 15h30mn.** Les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne seront pas recevables.
- ✓ Le soumissionnaire est lié par son offre jusqu'au 22 Juin 2024 (15 jours)
- ✓ L'ouverture des offres aura lieu au siège de ANTBA à Ouagadougou sis Wyalghin et sera assurée par une commission d'employé de ANTBA.

#### ANNEXE : Schémas d'évaluation.

##### Evaluation du dossier administratif

N°	PRESTATAIRE	Registre de commerce légalisé (RCCM) (OUI/NON)	Attestation de situation fiscale à jour (OUI/NON)	Attestation d'immatriculation de moins de cinq (05) ans (OUI/NON)	Copie légalisée de l'agrément technique (OUI/NON)	Relève bancaire dans les 3 mois (OUI/NON)	DECISION (Accepté/Rejeté)
1							
2							
3							
4							

##### Evaluation des offres techniques

N°	PRESTATAIRE	Respect des spécifications techniques (si/non)	Observations (éléments manquants)	DECISION (Accepté/Rejeté)
1				
2				
3				

##### Ouverture et comparaison des offres financières

N°	PRESTATAIRE	Avis technique	Lettre de soumission	Lettre d'engagement sur l'honneur	03 copies de bon de commande + bordereau de livraison	Délai de livraison	Garantie	Motifs	Prix	Observations
1										
2										
3										

NB : Pour d'autres informations, contactez-nous aux +226 25 26 61 15 ou +226 76 14 04 12 ou +226 51 25 19 75.

Le Responsable du comité de marché

Monsieur YONLI Joseph

## PROMOTION DU VOLONTARIAT AU BURKINA FASO

# Des acteurs adoptent une feuille de route pour l'atteinte des objectifs

La cérémonie de clôture de la 1<sup>re</sup> édition du Forum national des acteurs du volontariat au Burkina Faso (FONAV-BF) s'est tenue le jeudi 23 mai 2024, dans la salle des Actes du bâtiment PSUT de l'Université Joseph Ki-Zerbo, à Ouagadougou. Après 72h de travaux, les acteurs ont adopté une feuille de route pour la promotion du volontariat au pays des Hommes intègres. L'édition était placée sous le haut patronage du président de l'ALT, Ousmane Bougouma, la présidence du ministre en charge de la jeunesse Boubakar Savadogo, le parrainage du ministre en charge de la Défense Kassoum Coulibaly, et le coparrainage du coordonnateur résident du système des Nations unies, Alain Akpadji.

Par Hamidou DICKO



Les officiels à la cérémonie de clôture

« **C**ontribution du volontariat au développement socio-économique du Burkina Faso : état des lieux, enjeux et perspectives ». C'est sous ce thème que s'est tenue la première édition du Forum national des acteurs du volontariat au Burkina Faso du 21 au 23 mai 2024. A ce rendez-vous organisé par le ministère du Sport, de la Jeunesse et de l'Emploi à travers le Groupement d'intérêt public-programme national de Volontariat au Burkina Faso (GIP-PNVB), les participants sont venus du Sénégal, du Niger, du Mali, du Togo et du Burkina Faso afin de partager les expériences et de réfléchir sur le devenir du volontariat au pays des Hommes intègres. Au nom des responsables des programmes de volontariat des pays invités, Dr Omar Agbangba, directeur de l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) a salué la qualité des communications et des échanges lors du forum. Il a souhaité que de telles rencontres se poursuivent car selon lui, le volontariat reste la valeur la mieux partagée en Afrique. Le directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Programme des Volontaires des Nations Unies, Paul Menye, a déclaré que ce forum interpelle quant au rôle essentiel du volontariat dans les enjeux et défis de développement dans les différents pays. « *Le volontariat joue un rôle clé dans le renforcement de*

*l'appropriation des objectifs de développement durable (ODD). Il favorise des solutions locales en impliquant les citoyens dans les projets concrets. Le volontariat reste une approche culturelle pertinente pour résoudre les conflits et gérer la reconstruction post-conflit. Enfin, les volontaires contribuent à l'inclusion des citoyens dans la gouvernance* », a rappelé Paul Menye. En sa qualité de partenaire technique du PNVB, il a rassuré que le Programme des volontaires des Nations Unies ne ménagera aucun effort pour soutenir la mise en œuvre des recommandations issues du FONAV-BF, particulièrement en matière de formation et de promotion du volontariat pour d'une part le renforcement des compétences des volontaires, leur compréhension des enjeux de développement et d'autres part une plus grande mobilisation des agences internationales pour promouvoir le volontariat. « *Par la diversité et la qualité des invités, nous restons plus que convaincu qu'intégrer le volontariat dans la planification du développement nécessite une approche holistique, impliquant le gouvernement, la société civile, les entreprises et les volontaires eux-mêmes. Ensemble, nous pouvons continuer à travailler à l'intégration du volontariat dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour un Burkina Faso plus solidaire et prospère grâce à l'engagement volontaire* », a déclaré



Ph.: S.W Gédéon

Le directeur de cabinet du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, Loungné Hypolyte Bassolé



Ph.: S.W Gédéon

Le directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre du Programme des Volontaires des Nations Unies, Paul Menye

Paul Menye. Le directeur de cabinet du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi, Loungné Hypolyte Bassolé, représentant son ministre, a rappelé qu'à l'issue des travaux, les participants ont harmonisé leurs connaissances sur la réglementation, l'identification et le rôle des acteurs du volontariat. Aussi, ils ont étudié le dispositif de gestion et de promotion, les catégories, les types et formes de volontariats au Burkina Faso. Les travaux et communications ont permis d'analyser la stratégie de valorisation et de promotion du volontariat au Burkina Faso. Aussi, de définir un mécanisme de mesure et de capitalisation de la

contribution du volontariat au développement socio-économique et culturel du Burkina Faso. Au cours du FONAV-BF un diagnostic a été posé par les acteurs en vue de la réforme du GIP-PNVB. Une feuille de route des acteurs pour la promotion du volontariat a été également adoptée.

Une motion de remerciement a été adressée aux autorités du Burkina, aux participants des pays invités pour la qualité de leurs interventions. La plateforme a été officiellement lancée au cours de la cérémonie de clôture. Elle servira de cadre d'échanges et de partages d'opportunités pour les jeunes du Burkina □



Ph.: S.W Gédéon

Les participants venus de plusieurs pays ont fait des propositions pour une meilleure prise en charge du volontariat